

Communiqué de presse

Fribourg, le 4 novembre 2017

Le PDC fribourgeois s'oppose vivement à la nouvelle politique agricole (PA22+) du gouvernement suisse

Le gouvernement suisse veut ouvrir davantage les frontières aux produits agricoles étrangers. La nouvelle stratégie de politique agricole (PA22+) propose d'intensifier les accords de libre-échange et de réduire la protection douanière en vigueur. Le PDC s'oppose fermement à cette orientation, en contradiction totale avec les décisions politiques prises jusqu'ici.

Plus que jamais, les consommateurs exigent, à raison, des produits de qualité et de proximité. En signant des accords de libre-échange, des produits bon marché dont on ne pourra contrôler le mode de production feront directement concurrence à l'agriculture suisse tout en anéantissant les efforts des producteurs indigènes. Ceci alors que le programme « Qualité Paysage », introduit par le gouvernement lui-même, ainsi que la cherté du franc mettent déjà à mal la compétitivité helvétique.

Le gouvernement demande des exploitations agricoles plus grandes, donc plus rationnelles, tout en précisant que la solution passe par des marchés de niche ; ces derniers ne peuvent logiquement être que minoritaires, sous peine de dévaloriser rapidement la production.

Le PDC demande des mesures

Entre contradictions et déni de la volonté populaire, le Conseil fédéral manque cruellement de bon sens avec sa nouvelle stratégie. Ainsi, le PDC demande au gouvernement de prévoir des mesures qui permettent aux agriculteurs de mettre sur le marché des produits de qualité sans que leurs coûts de production élevés les empêchent de trouver une place sur les étalages. Une baisse de ces coûts et donc une augmentation de la compétitivité passe notamment par une aide importante à la construction de bâtiments permettant de respecter les animaux tout en augmentant le volume de production, ainsi qu'à l'achat de machines visant à protéger le sol et diminuer le recours aux produits chimiques.

Personnes de contact :

André Schoenenweid, président, 079 230 60 83
Christian Ducotterd, député, 079 476 48 45